

# Ces pays riches en panne d'enfants

**Démographie** La fécondité des femmes diminue lentement mais sûrement dans l'ensemble du monde industrialisé. Mais elle se maintient mieux, paradoxalement, dans les pays les plus favorables à l'émancipation féminine

Etienne Dubuis

Le ministre taiwanais de l'Intérieur l'a annoncé le 8 janvier: l'indice de fécondité, c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme, est passé dans son pays en dessous de la barre symbolique de 1, pour tomber à 0,91. Certes, 2010 était une année du Tigre dans l'horoscope chinois, ce qui signifie qu'elle était défavorable à la maternité selon les croyances traditionnelles locales. Mais ce taux n'était pas beaucoup plus élevé en 2009, année en principe plus propice: 1,03. L'astrologie n'explique pas tout.

D'ailleurs, Taiwan est en bonne compagnie. Si l'île affiche la fécondité la plus basse du monde, elle est suivie de près par une cohorte d'autres pays: des pays d'Asie, comme la Corée du Sud et Singapour qui en sont à 1,2 enfant par femme, et des pays d'Europe, tels le Portugal, l'Allemagne et la Hongrie, qui plafonnent à 1,3. Au total, selon les dernières estimations du Population Reference Bureau (un organisme américain indépendant), une bonne trentaine d'Etats, dont la Suisse (1,5), présentent un indice égal ou inférieur à 1,5.

Un tel taux est bas, très bas, étant donné que le nombre d'enfants garantissant le remplacement des générations se situe aux alentours de 2,05 dans les pays développés. En dessous, à moins d'accueillir des immigrants, la population d'un pays est condamnée à se réduire. A 1,3 (et sans apport migratoire), elle diminue de 1,5% par an et donc de moitié en 45 ans. A 1, elle décline de 2,4% par an et de moitié en 30 ans.

Les très bas indices de fécondité que connaissent aujourd'hui Taiwan et Cie sont-ils destinés à perdurer? Telle est aujourd'hui la question. Les démographes distinguent deux scénarios. Le premier, le «baby crash», est une chute bru-

talement de la fécondité sous l'impact d'événements de première importance, comme une guerre ou un effondrement économique. La baisse est spectaculaire mais, une fois son contexte modifié, elle fait normalement place à une hausse rapide. Le second cas de figure est un déclin lent et régulier. Moins spectaculaire que le premier, il est plus durable et pèse davantage sur le destin des nations.

Auquel de ces deux scénarios avons-nous affaire aujourd'hui? «Lorsque l'indice de fécondité est passé en dessous de 2 en Allemagne dans les années 1970, de nombreux analystes ont estimé que cela ne durerait pas et qu'un certain nombre de femmes ne faisaient que retarder leurs grossesses, se souvient Gilles Pison, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (INED), à Paris. Or, il n'en a rien été: la fécondité est restée basse depuis. Aujourd'hui, on ne voit pas ce qui pourrait redynamiser la fécondité des pays industrialisés d'Extrême-Orient (le Japon, la Corée du Sud, Taiwan et Singapour). Il en va de même des quatre pays d'Europe du Sud (le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Grèce), malgré une légère remontée ces dernières années. Il est en revanche trop tôt pour se prononcer sur les pays de l'Est, où la chute de la fécondité est à la fois plus récente et consécutive à un effondrement économique.»

Rares sont les femmes à ne pas vouloir d'enfants, sauf en Allemagne où bon nombre d'entre elles disent s'en désintéresser. «Si vous demandez à des Japonaises ou à

*La ville-Etat de Singapour lance des campagnes appelant ses jeunes*

*à tomber amoureux*

des Suissesses de 20 ans combien d'enfants elles souhaitent, vous obtiendrez une moyenne supérieure à 2, assure Michel Oris, professeur de démographie historique à l'Université de Genève. Mais après, la vie fait son œuvre et contraire certaines ambitions.»

La baisse de l'indice de fécondité est liée à l'un des bouleversements sociaux les plus puissants de notre époque: l'émancipation féminine. Si la plupart des femmes souhaitent avoir des enfants, elles désirent assurer parallèlement leur indépendance en faisant carrière à l'extérieur de leur foyer. Ce qui suppose de s'investir durant des années dans le monde du travail et, bien souvent, de reporter la fondation d'une famille.

Cette double ambition a pour conséquence habituelle de retarder la maternité. De ce fait, elle est aussi susceptible de réduire le nombre final des naissances. Mais elle laisse encore largement place à un indice de fécondité égal ou légèrement supérieur à 2,05. Dès lors, comment se fait-il que, dans certains pays, ce chiffre tombe beaucoup plus bas?

En Extrême-Orient, la raison fondamentale de cette situation est la répartition très traditionnelle des tâches à l'intérieur du couple. Dans cette partie du monde, il revient encore et toujours aux maris de gagner de l'argent et aux épouses de s'occuper de la maison et d'élever les enfants. Il est aujourd'hui admis que les femmes travaillent à l'extérieur tant qu'elles sont célibataires. Mais une fois mariées elles sont censées réintégrer immédiatement leur foyer.

Le mariage suppose donc pour les Taiwanaises, Coréennes et autres Japonaises un sacrifice très impor-

tant. Si important que les femmes les plus indépendantes le retardent pendant de longues années, lorsqu'elles ne décident pas de s'en priver purement et simplement. Ce qui signifie, dans des sociétés où les grossesses hors mariage sont fermement condamnées, d'avoir très peu ou pas du tout d'enfants.

Les gouvernements confrontés aux indices de fécondité les plus bas ont fini par réagir. Par crainte de perdre leur rang sur la scène internationale. Ou par peur de ne plus disposer d'assez de nationaux en âge de travailler pour soutenir des classes âgées toujours plus nombreuses. Les autorités nippones ont essayé de créer un électrochoc dans l'opinion en publiant il y a quelques années une étude affirmant qu'au rythme actuel de décroissance de la population le dernier japonais naîtra dans 800 ans. Quant à la ville-Etat de Singapour, elle lance régulièrement des campagnes appelant ses jeunes à «tomber amoureux».

Des gestes dérisoires. «L'indice de fécondité ne dépend que pour une part des mesures politiques, explique Jacques Véron, directeur adjoint de l'INED. C'est d'abord une question de normes et de valeurs. Si les couples français ont plus d'enfants que les couples allemands, c'est aussi parce qu'ils en veulent plus.»

Et si certains pays ont davantage d'enfants, c'est aussi parce qu'ils sont attentifs aux mères. Les pays industrialisés qui présentent les plus hauts indices de fécondité, France et pays scandinaves notamment, sont aussi les plus favorables à l'émancipation féminine. Loin de décourager le travail des femmes à l'extérieur comme le font la plupart des pays développés d'Extrême-Orient et d'Europe du Sud, ils tentent de leur faciliter au maximum la double existence qu'elles se sont choisie.